

Rwanda : des médias sommés de s'excuser auprès de Victoire Ingabire

@rib News, 16/08/2014 – Source AFP L'autorité rwandaise de régulation des médias a sommé trois organes de presse de publier des excuses et un droit de réponse pour avoir accusé de sorcellerie l'opposante rwandaise Victoire Ingabire, emprisonnée notamment pour "terrorisme". Un site internet, Rwandapaparazzi.net et le journal Umusingi avaient publié une photo de Mme Ingabire portant un enfant dans ses bras, en l'accusant d'être en train de lui jeter un sort, une information relayée par la station Radio One dans sa revue de presse.

La photo avait été prise le 8 mars lors des célébrations de la Journée de la Femme à la prison de Kigali où Mme Ingabire, condamnée à 15 ans prison pour "complot contre les autorités par le terrorisme et la guerre" et "minimisation du génocide" de 1994 au Rwanda, est incarcérée depuis 2010. Ces médias "n'ont avancé aucun fait" à l'appui de leurs accusations et "ont admis avoir diffamé Mme Ingabire", a expliqué vendredi Fred Muvunyi, président de la Commission des médias rwandais (RMC). "Les articles publiés par ces médias et rapportés sur les ondes par Radio One dans sa revue de presse sont de nature diffamatoire", a estimé la RMC, saisie par Victoire Ingabire, dans sa décision. La RMC leur a intimé d'écrire une lettre d'excuses à Mme Ingabire, de s'excuser auprès de leurs lecteurs ou auditeurs en reconnaissant leur erreur et de publier ou lire à l'antenne la réponse de Mme Ingabire. Victoire Ingabire, 45 ans, est la présidente des Forces démocratiques unifiées (FDU), formation d'opposition non légalement reconnue. Elle a été arrêtée en octobre 2010, deux mois après un scrutin présidentiel auquel elle n'avait pu se présenter, comme elle en avait l'intention, contre le président Paul Kagame, largement réélu. La justice rwandaise l'a notamment reconnue coupable de liens avec les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), groupe armé basé dans l'est de la République démocratique du Congo, ennemi juré des autorités de Kigali qui l'accuse d'être dirigé par d'ex-cadres du régime hutu responsable du génocide de 1994 au Rwanda.